

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/GEN/16
15 septembre 2004

(04-3855)

Groupe de négociation sur les règles

Original: anglais

TAUX RÉSIDUEL GLOBAL (ARTICLE 9.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING)

Communication des États-Unis

La communication ci-après, datée du 13 septembre 2004, est distribuée à la demande de la délégation des États-Unis.

La délégation qui a présenté la communication a demandé que ce document, qui a été soumis au Groupe de négociation sur les règles en tant que document informel (JOB(04)/121), soit aussi distribué en tant que document formel.

Les États-Unis ont soulevé la question du taux "résiduel global" dans un précédent document.¹ Comme ils l'ont indiqué dans cette communication, l'article 9.4 de l'Accord antidumping établit une limitation du niveau de tout droit antidumping appliqué aux entreprises qui n'ont pas fait individuellement l'objet d'un examen. Par exemple, si une autorité a limité son examen à une sous-catégorie d'exportateurs ou de producteurs au titre de l'article 6.10, ce taux maximal admissible (souvent appelé taux plafond "résiduel global") serait applicable aux entreprises n'ayant pas fait l'objet d'un examen individuel, pour quelque motif que ce soit (par exemple un nouveau venu sur le marché qui ne s'est pas encore vu attribuer un taux spécifique).

L'article 9.4 dispose que le taux "résiduel global" ne devrait pas dépasser la moyenne pondérée des marges de dumping des entreprises sélectionnées qui ont leur propre marge individuelle, excluant les marges nulles ou *de minimis* ou les marges établies sur la base des données de fait disponibles, conformément à l'article 6.8.

Les États-Unis ont interprété l'article 9.4 comme disposant que seules les marges établies entièrement sur la base des données de fait disponibles devaient être exclues du calcul du taux plafond résiduel global. Ils ont estimé que c'était une interprétation raisonnable fondée sur les termes de l'Accord. De plus, d'après leur expérience, l'utilisation d'un certain niveau de données de fait disponibles est souvent nécessaire pour déterminer la marge de dumping d'une entreprise. Les "données de fait disponibles" utilisées peuvent être de petites quantités de données neutres servant à combler des lacunes dans les données de l'entreprise, ou des quantités de données plus importantes reflétant une déduction défavorable provenant du refus d'une entreprise de communiquer, ou de faire tout son possible pour communiquer des renseignements. Cela étant, dans les deux cas, la marge obtenue représente la meilleure estimation du niveau de dumping de cette entreprise particulière. Il est donc approprié d'utiliser une telle marge lorsqu'on établit, pour les entreprises qui n'ont pas fait l'objet d'un examen, un taux de droit fondé sur le dumping dont l'existence a été constatée en ce qui

¹ "Identification de certains problèmes importants posés par l'Accord antidumping et l'Accord sur les subventions", Communication des États-Unis (TN/RL/W/72, 19 mars 2003).

concerne les entreprises effectivement examinées. Nous avons donc interprété l'Accord comme établissant une distinction entre ces situations et les situations dans lesquelles les données communiquées par une entreprise sont tellement fausses ou non fiables qu'il est nécessaire de fonder le droit antidumping correspondant entièrement sur les données de fait disponibles.

Dans l'affaire *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* (WT/DS184/AB/R), l'Organe d'appel a adopté une position contraire, en interprétant l'article 9.4 comme interdisant à une autorité chargée de l'enquête de fonder le taux plafond "résiduel global" sur des marges calculées en utilisant *n'importe quelles* données de fait disponibles, sans se préoccuper de la mesure dans laquelle les données de fait disponibles ont été utilisées dans le calcul particulier de la marge ou de la question de savoir si les données de fait disponibles utilisées reflétaient une déduction défavorable due au manque de coopération d'une entreprise dans l'enquête.

Le problème créé par cette situation peut être illustré par un exemple simple. Imaginons qu'un exportateur réalise 100 ventes sur le marché du Membre importateur pendant la période visée par l'enquête. L'exportateur s'est montré coopératif en fournissant la plupart des renseignements nécessaires sur ces ventes, mais n'a pas communiqué de données vérifiables s'agissant des frais d'emballage occasionnés. En l'absence des propres renseignements de l'exportateur relatifs aux frais d'emballage pour les ventes, l'autorité administrante utilise les renseignements non confidentiels en matière de frais d'emballage communiqués par une autre société interrogée pour calculer la marge de dumping de l'exportateur.

Dans cet exemple, la plus grande partie des renseignements utilisés pour calculer la marge de dumping de l'exportateur ont été communiqués par l'exportateur lui-même. Toutefois, du fait de l'utilisation limitée des données de fait disponibles s'agissant des frais d'emballage de l'exportateur, l'article 9.4, tel qu'interprété par l'Organe d'appel, prescrit que l'on exclue toute la marge de dumping concernant cet exportateur pour déterminer le taux plafond "résiduel global". Les États-Unis estiment que ce résultat va à l'encontre de la finalité du taux plafond "résiduel global". Inclure la marge fondée sur des données de fait disponibles partielles ne "pénalise" pas les entreprises non examinées; il s'agit simplement d'une caractéristique propre à l'examen d'une sous-catégorie de producteurs ou d'exportateurs. En réalité, c'est l'*exclusion* de la marge fondée sur des données de fait disponibles partielles qui serait plus défavorable aux entreprises non examinées lorsque le taux exclu est inférieur au taux de dumping moyen. De plus, l'exclusion de toutes les marges fondées sur des données de fait disponibles partielles accroîtra nettement le nombre de cas dans lesquels l'autorité chargée de l'enquête n'aura *aucune* marge sur laquelle fonder le taux plafond "résiduel global". L'Organe d'appel a admis ce problème dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*.² Cependant, les États-Unis estiment que la constatation de l'Organe d'appel a mis en évidence une lacune de l'Accord, qui doit être comblée³, faute de quoi il en résultera un manque d'uniformité, laissant les autorités chargées de l'enquête aux prises avec différentes façons de traiter ce problème.

Pour combler les divergences qui existent actuellement, les États-Unis estiment que l'article 9.4 devrait être clarifié et disposer que les marges fondées, en partie, sur les données de fait disponibles peuvent entrer dans le calcul du taux résiduel global. De plus, les Membres devraient également envisager de clarifier les termes de l'article 9.4, qui ont donné à certains Membres l'impression erronée qu'il ne s'appliquait que lorsqu'il est nécessaire de recourir à un échantillon

² Voir *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* (WT/DS184/AB/R), paragraphes 124 à 126.

³ Les États-Unis ont l'intention de se conformer pleinement aux obligations leur incombant dans le cadre de l'OMC.

d'exportateurs. Un taux résiduel global est nécessaire chaque fois qu'il peut y avoir un exportateur qui n'a pas fait l'objet d'un examen et qui ne s'est pas vu attribuer un taux de droit individuel. Étant donné qu'une autorité peut limiter le nombre d'exportateurs ou de producteurs par d'autres moyens compatibles avec l'article 6.10, et parce qu'il peut y avoir de nouveaux venus sur le marché, les autorités doivent avoir une méthodologie pour calculer un taux résiduel global dans tous les cas.
